

AIDS WATCH AFRICA



Un instrument de promotion des ripostes au SIDA en Afrique

Document d'analyse présenté par Son Excellence le Président
Olusegun Obasanjo aux chefs d'Etat de l'Union Africaine

Ce document d'analyse a été rédigé pour le sommet d'AIDS Watch Africa en juillet 2004.
Les photos sont fournies par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Photo de couverture : Orphelins du SIDA à Katondwe, Zambie (ONUSIDA/M. Jensen)

Qu'est-ce que AWA ?

Le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, les chefs d'Etat et de gouvernement de sept autres pays africains¹, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan et le Secrétaire général de l'Union Africaine ont créé AIDS Watch Africa (AWA) en 2001 pour accorder la priorité à un leadership de haut niveau à la riposte africaine au SIDA. AWA a été conçu comme un instrument de la réponse du continent au SIDA et une opportunité de stimuler et de mobiliser les populations d'Afrique et les ressources nécessaires pour affronter l'épidémie. AWA pourrait également constituer un instrument d'évaluation des pairs, de responsabilité et de mesure de l'engagement des états membres dans la lutte contre la pandémie.

Le leadership d'AWA et la création de nouvelles solidarités et de nouvelles capacités de plaidoyer visent à :

- reconnaître les « champions » et les personnalités clés qui conduisent la riposte africaine ;
- combattre la stigmatisation, le déni et la discrimination en créant des partenariats avec la société civile et en revendiquant la pleine participation des personnes vivant avec le VIH ;
- plaider en faveur du respect des droits de la personne et de l'intégration d'une perspective sexo-spécifique ;
- s'assurer que les réponses nationales puisent dans la mesure du possible dans les budgets nationaux ;
- intensifier la coopération régionale et élaborer des stratégies régionales afin de soutenir chaque pays ;
- intégrer les problèmes liés au VIH et au SIDA dans tous les programmes de développement et d'assistance et dans toutes les stratégies de réduction de la pauvreté ; et
- mobiliser les contributions publiques et privées, particulièrement celles des fondations, du monde des affaires, du secteur privé et des individus fortunés.

AWA a jusqu'ici tenu deux réunions lors des sommets de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Lusaka et à Maputo. On a pu constater lors de ces réunions que cette initiative louable ne pourrait se pérenniser et remplir son rôle qu'en étant institutionnalisée. Des discussions avec le Président de l'Union Africaine, Alpha Konaré, sur la manière de procéder, ont suggéré un repositionnement d'AWA au sein de l'Union Africaine. Ce document stratégique résume les motifs de ce repositionnement et présente quatre domaines de priorité pour le travail futur d'AWA.



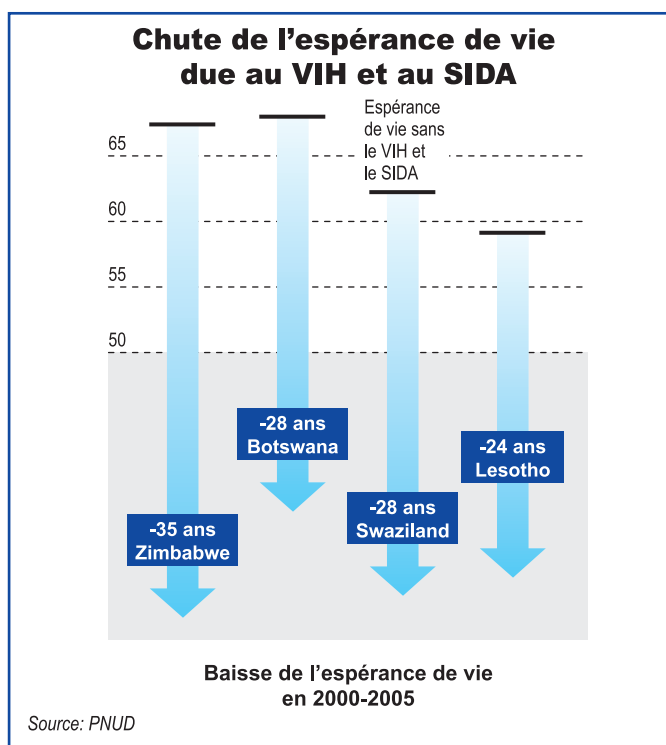
*Matériels de prévention du VIH préparés par le Kibera Community Self Help Programme, Kibera, Kenya
ONUSIDA/G. Pirozzi*

¹ AWA comprend les chefs d'Etat et/ou de gouvernement d'Afrique du Sud, du Botswana, d'Ethiopie, du Kenya, du Mali, du Nigeria, d'Ouganda et du Rwanda.

Pourquoi repositionner AWA au sein de l'Union Africaine ?

Depuis sa création en 2001, AWA a opéré à partir d'Abuja. Un repositionnement au sein de l'Union Africaine maintenant permettrait à AWA de poursuivre ses efforts initiaux tout en accédant à une tribune susceptible d'amplifier son travail de plaidoyer de façon systématique à travers toute l'Afrique. Le SIDA est une nouvelle forme d'urgence qui frappe les personnes dans la phase la plus productive de leur vie et fragilise la pierre angulaire du développement, c'est-à-dire les ressources humaines. Le SIDA détruit ces ressources à un rythme bien plus rapide qu'on ne peut les remplacer, ce qui handicape tous les secteurs de la société et induit une vulnérabilité à long terme ainsi qu'une chute significative de l'espérance de vie (voir Figure ci-dessous). La voix d'AWA – émanant du principal organe politique du continent – peut contribuer à donner sa forme et son expression à la riposte africaine.

Le défi du SIDA est heureusement confronté à davantage de leadership et de ressources africains. Le repositionnement d'AWA maximisera ces opportunités en utilisant les mécanismes de l'Union Africaine pour tirer parti de l'engagement des Présidents et des Premiers Ministres de toute l'Afrique. La reconnaissance du fait que le SIDA



ne se limite pas à un problème de santé mais constitue une menace pour le développement, le progrès et la sécurité, doit maintenant être traduite en actes.

De plus, la contribution internationale aux programmes de lutte contre le SIDA en Afrique a augmenté de manière substantielle au cours des deux dernières années. Cette augmentation des dépenses reflète un soutien accru de nombreuses sources, qu'il s'agisse de donateurs bilatéraux, d'ONG ou de fondations philanthropiques. Ces nouvelles ressources sont bienvenues mais insuffisantes. On estime que d'ici 2005, 5 milliards de \$US seront nécessaires pour assurer les services de base en Afrique subsaharienne et un milliard de \$US de plus pour fournir des antirétroviraux à 2,5 millions d'Africains vivant avec le VIH. En tenant compte des prévisions d'accroissement des financements en 2005, l'ONUSIDA estime qu'il manquera 3 milliards de \$US. Ce déficit doit

être au moins partiellement comblé par des ressources africaines. Jusqu'ici, les engagements politiques n'ont pas été suivis dans la majorité des pays d'affectations suffisantes des budgets nationaux. Selon des estimations récentes de l'ONUSIDA, les dépenses des pays africains représentent 6-10% du total des dépenses liées au SIDA dans la région par rapport aux 20% recommandés. L'engagement pris par les chefs d'Etat africains au sommet d'Abuja en 2001 – d'augmenter progressivement leurs dépenses de santé jusqu'à 15% du budget national – n'a été tenu que par quelques pays. D'après une étude récente, seuls le Mozambique, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie et le Tchad ont atteint l'objectif de 15%. La tribune de l'Union Africaine constitue un endroit idéal où AWA pourra résolument affronter ce problème.

Même si la disponibilité des ressources augmente, il n'y a pas eu d'accroissement correspondant des efforts de renforcement des capacités des institutions permettant une mise en oeuvre efficace des ripostes nationales au SIDA. Le problème croissant de la diminution ou de l'insuffisance avérée des ressources humaines en Afrique limite considérablement la capacité des gouvernements à offrir des services publics vitaux. Ce problème résulte de plusieurs facteurs, notamment la migration du personnel qualifié du secteur public vers le secteur privé ou vers l'étranger et la disparition croissante des personnes qui meurent du SIDA. AWA doit contribuer à élaborer et à promouvoir un mouvement de renforcement des capacités à travers toute l'Afrique.

Domaines de priorités proposés à AWA

Prévention de l'infection pour les générations à venir : Un investissement dans la prévention du VIH évite des souffrances considérables ainsi que les conséquences sociales du SIDA et son impact sur le développement, quelle que soit la prévalence du VIH dans le pays. Même dans la plupart des pays où la prévalence est très élevée, l'incidence continue à croître et ne sera ralentie que par une expansion considérable des efforts de prévention. Les programmes destinés aux jeunes sont cruciaux et doivent se poursuivre à mesure que chaque nouvelle génération atteint la maturité sexuelle. Leur impact peut être majoré par différentes stratégies de développement et de santé publique plus larges répondant aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité à l'infection, ainsi qu'aux vulnérabilités résultant des inégalités entre les sexes, du non-respect des droits de la personne et de la discrimination vis-à-vis des groupes marginalisés. AWA assurera, avec le soutien de l'ONUSIDA et d'autres partenaires, la promotion des efforts nationaux de prévention qui sont intégrés dans une expansion nationale de l'accès au traitement et mettent l'accent sur les réponses communautaires et l'inclusion des personnes vivant avec le VIH, des groupes religieux et des leaders traditionnels et respectés.

Fourniture de soins et de traitement aux personnes infectées : Depuis 1996, le recours aux antirétroviraux a considérablement réduit la mortalité et la morbidité liées au SIDA dans les pays où ils sont facilement accessibles. Mais en Afrique subsaharienne, seulement 1% des personnes qui en auraient besoin ont eu accès à ces médicaments salvateurs en 2003. C'est un défi majeur pour l'Afrique que d'accroître les soins, les traitements et le soutien à ses populations, mais le continent africain a des raisons impérieuses de relever ce défi. L'Union Africaine, à travers AWA, va mettre en place une structure régionale d'approvisionnement en antirétroviraux et négocier une réduction de leur prix. AWA va également encourager les efforts de collaboration régionale pour la fabrication des antirétroviraux et proposer un cadre juridique régional pour les antirétroviraux et les médicaments destinés aux infections opportunistes. AWA soutiendra l'Organisation mondiale de la Santé, l'ONUSIDA et leurs partenaires dans l'accomplissement de l'objectif « 3 millions d'ici 2005 » – c'est-à-dire la fourniture d'antirétroviraux à 3 millions de personnes vivant avec le VIH dans les pays à revenu faible et moyen d'ici la fin de l'année 2005.

Le problème des orphelins : A mesure que le nombre d'adultes mourant du SIDA va augmenter au cours de la décennie à venir, un nombre croissant d'orphelins va grandir sans les soins et l'amour de leurs parents, en ayant toutes les chances d'être privés de leurs droits élémentaires – abri, nourriture, santé et éducation. Les prévisions indiquent que le nombre d'orphelins va augmenter de manière dramatique dans les 10-20 années à venir, surtout en Afrique australe. Les efforts destinés à répondre à leurs besoins doivent cibler l'ensemble des enfants vulnérables des communautés affectées par l'épidémie de façon à éviter de stigmatiser les orphelins du SIDA. Les zones les plus affectées peuvent et doivent être ciblées, mais au sein des communautés d'Afrique, les résidents et le gouvernement local doivent offrir leur assistance aux familles et aux enfants les plus vulnérables, quelle que soit la cause spécifique de cette vulnérabilité. AWA va promouvoir l'adoption de programmes qui sont fondés sur des stratégies éprouvées : centrées sur l'enfant, la famille et la communauté et mettant l'accent sur le respect et la protection des droits de l'enfant.



Une mère et son enfant après traitement aux ARV, Botswana
ONUSIDA/OMS/E. Miller

Soutien institutionnel

- *Renforcement des capacités humaines*: Toute tentative de résoudre le problème des ressources humaines – surtout en Afrique australe et orientale où le SIDA paralyse les institutions publiques – doit être basée sur la nécessité d'une réponse sans précédent à l'épidémie. Chaque Etat devra revoir et reprogrammer ses priorités pour s'assurer que l'impact du SIDA peut être compensé. Il manque à de nombreux gouvernements une idée plus exacte de l'ampleur potentielle de la crise, afin de pouvoir calculer et projeter la demande et la fourniture de services de base et de modéliser une réponse soutenue. Des débats politiques doivent amener à des décisions claires sur la manière d'équilibrer, d'une part les investissements dans des stratégies à long terme de renforcement des capacités humaines – grâce à une réforme du service civil par exemple – et les cadres budgétaires nationaux à moyen terme, et d'autre part, le besoin de combattre le SIDA de façon urgente. Tout comme la riposte au SIDA en général devrait être intégrée aux Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, ces cadres stratégiques de développement doivent également affronter spécifiquement le problème du manque de ressources humaines. AWA soutiendra l'adoption de stratégies qui tentent de garder un équilibre entre les réponses urgentes à court terme et les approches qui garantissent la pérennité. L'ONUSIDA va soutenir les stratégies de renforcement des capacités d'AWA grâce à la création de deux structures de soutien technique sur le continent.
- *Promotion de l'harmonisation et de la coordination des réponses, les Trois Principes*: Dans de nombreux pays, le volume croissant du soutien des donateurs bi- et multilatéraux submerge les capacités limitées de la gouvernance et des infrastructures nationales. L'harmonisation du soutien extérieur et la coordination de la réponse au SIDA en fonction des priorités nationales augmente l'efficacité, surtout dans des circonstances difficiles. Tel est le message essentiel des « Trois Principes » élaborés par les programmes nationaux de lutte contre le SIDA en Afrique, l'ONUSIDA, les donateurs et autres partenaires : un plan d'action VIH et SIDA agréé, une autorité de coordination nationale avec un mandat multisectoriel large, et un système d'évaluation et de suivi agréé au niveau du pays. Ces principes ne se limitent pas à la création d'institutions et de cadres nationaux relatifs au SIDA, mais à l'acceptation et à la participation de tous les partenaires principaux au sein de ces mécanismes nationaux. AWA jouera le rôle de plaque tournante de la promotion et du renforcement de ces principes dans chaque pays.

Positionner AWA au cœur de l'unité africaine renforcera les efforts conjoints des différents pays en faveur des priorités présentées ci-dessus. Les défis croissants que pose le SIDA sur ce continent et l'émergence de nouvelles opportunités nécessitent une collaboration au plus haut niveau du gouvernement. Repositionner AWA au sein de l'Union Africaine accroîtra son efficacité et sa pérennité.

Le Président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, les chefs d'Etat et de gouvernement de sept autres pays africains, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan et le Secrétaire général de l'Union Africaine ont créé AIDS Watch Africa (AWA) en 2001 pour accorder la priorité à un leadership de haut niveau à la riposte africaine au SIDA. AWA ne pourra remplir ce rôle bien défini qu'en étant institutionnalisé. Ce document stratégique résume les raisons du repositionnement d'AWA et présente quatre domaines d'action prioritaires pour son travail futur.